

La prolifération horizontale, point de mire de la réunion du Groupe consultatif à Saskatoon

Des membres du Groupe consultatif sur le désarmement et le contrôle des armements venus de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba se sont réunis avec l'ambassadrice au désarmement, Mme Peggy Mason, à Saskatoon, le 4 octobre, pour échanger des vues sur une variété de questions portant sur la limitation des armements et le désarmement. Étaient également présents plusieurs autres spécialistes de ces questions dans la région ainsi que des représentants d'AECEC et du ministère de la Défense nationale.

Les participants ont notamment délibéré sur le thème suivant: "Au-delà du contrôle Est-Ouest des armements: la prolifération horizontale". L'ambassadrice Mason a donné un aperçu de la Quatrième Conférence d'examen du Traité de non-prolifération des armes nucléaires. Elle a en outre décrit les progrès de la Conférence, notamment au chapitre du libellé sur des mesures complètes de garanties comme condition d'approvisionnement et sur l'inclusion du tritium dans les contrôles des exportations applicables aux matières nucléaires. L'ambassadrice Mason a également fait part des regrets du Canada devant l'absence de document final. Même si l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne pourra ajouter aux progrès réalisés durant la Conférence, l'ambassadrice a signalé que les non parties au TNP se servent déjà de cet argument pour porter ombrage aux progrès qui ne leur plaisent pas.

M. Ron Sutherland, du Département de chimie de l'Université de la Saskatchewan, a parlé du contrôle des armes chimiques et biologiques. Il a d'abord traité de la Convention sur les armes biologiques et à toxines, notant au passage que les dispositions relatives à la vérification sont inadéquates, puis a formulé une mise en garde: les progrès de la biotechnologie rendraient encore plus difficile la vérification de la Convention. Abordant le sujet des armes chimiques, il a fait remarquer que les négociateurs devraient bientôt s'entendre sur une Convention sur les armes chimiques, même si les négociations sont actuellement "en attente" jusqu'à la résolution de divers problèmes "résolubles" portant principalement sur la vérification. M. Suther-

land a parlé du problème de la prolifération des armes chimiques, soulignant que de 15 à 20 États en possèdent ou aimeraient en posséder. Il a fait valoir que même si les contrôles à l'exportation imposés par les fournisseurs de produits chimiques peuvent stopper à court terme leur prolifération, la seule véritable solution au problème réside dans une interdiction vérifiable et générale de ces armes.

M. Jim Fergusson, du programme des études stratégiques de l'Université de Manitoba, a critiqué le Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles (RCTM). Il a fait valoir que le RCTM ne réussira probablement pas à stopper la prolifération de la technologie des missiles, étant donné que plusieurs transferts technologiques ont eu lieu avant l'établissement du régime et que plusieurs grands fournisseurs ne participent toujours pas au régime. Dans la mesure où le RCTM rend effectivement plus difficile pour les États l'acquisition d'une technologie des missiles, les asymétries régionales demeureront probablement inchangées, ce qui peut avoir un effet déstabilisateur et pousser les pays concernés à acquérir

une capacité nucléaire militaire pour compenser des systèmes de lancement imprécis. M. Fergusson a soutenu qu'il serait plus sensé de promouvoir la création d'équilibres relatifs des capacités de missiles, en d'autres termes, de promouvoir des systèmes de dissuasion régionale stables. Il a fait remarquer que le contrôle des armes dans le contexte Est-Ouest a suivi, plutôt que précédé, l'acquisition d'une technologie des missiles et l'atteinte d'une égalité relative de ces systèmes.

Au cours de la discussion qui a suivi, certains désaccords ont surgi au sujet des idées de M. Fergusson, mais d'autres personnes étaient d'avis par contre que les systèmes d'armes n'ont pas nécessairement un effet déstabilisateur et que la promotion d'une dissuasion régionale est peut-être souhaitable. Certains participants ont fait remarquer que de nombreux pays en développement voudront peut-être commencer à établir leurs propres sources de renseignements et qu'ils tenteront à cette fin de percer le marché des lanceurs de satellites, ce qui pourrait rendre plus difficile la mise en oeuvre du RCTM. Pour régler ce



À la réunion du Groupe consultatif à Saskatoon, de gauche à droite: Dr. Peter Lockwood, Centre de recherches pour la défense Suffield; Dr. Jim Fergusson, Université de Manitoba; Ambassadrice au désarmement Peggy Mason; le major-général John Sharpe, ministère de la Défense nationale; Dr. Ron Sutherland, Université de la Saskatchewan.